

SERVICE DU CONTENTIEUX

AFFAIRES GÉNÉRALES

N° 4408

Services ~~Central~~: Financiers

Région :

F² AG n: 986

OBJET DE LA CONSULTATION

Suggestion faite par un agent tendant à instituer des
comptes de dépôt rapportant intérêt et ouverts au
personnel. Objets d'ordre juridique.

Références :

Observations :

D^{er} N° 4408 ; Aff. :
Suggestion d'agent -
Compte de dépôt pour participation à la tenue
de la part du personnel.

88 août

A.G.
4408^F

Monsieur le Directeur des Services Financiers.

Par votre lettre F2 A.G. n° 986 du 11 août, vous m'avez transmis l'analyse d'une suggestion qui vous a été soumise par un agent, en vue d'encourager la participation du personnel au fonds obligataire de la S.N.C.F. au moyen de la création d'obligations dites "d'agents" dont l'achat serait facilité par un système de "carnets de crédit" alimentés par des versements volontaires effectués lors de chaque paiement de salaires.

Vous m'avez demandé s'il n'y avait pas d'objection ^{d'ordre} juridique à la réalisation de ce projet tendant à l'institution de comptes de dépôt productifs d'intérêts devant aboutir, suivant les termes de votre lettre, à la création d'une véritable Caisse d'épargne.

Tout d'abord, il ne peut être question de créer une caisse d'épargne, établissement qui doit être autorisé par décret rendu dans la forme des règlements

d'administration publique.

Une des conditions de l'autorisation est
" l'inexistence, dans la Commune, d'une caisse d'épar-
" gne ordinaire ou d'une succursale relevant d'une au-
" tre caisse" (V. R.P. Dalloz - v° Caisse d'épargne n° 7
loi du 20 juillet 1895 art. 22).

+
+ +

Comme le fait observer l'auteur de la suggestion,
certaines entreprises intéressent leur personnel à leur
" aisance financière".

Une loi du 26 avril 1917 a consacré un système adop-
té par plusieurs établissements, suivant lequel le pa-
tron qui veut faire participer son personnel aux béné-
fices de son entreprise, ouvre à chacun de ses ouvriers
ou employés, pourvu qu'il justifie d'un minimum d'an-
cienneté, un compte individuel, et lorsque les sommes
souscrites à ce compte atteignent la valeur de l'action,
l'ayant-droit reçoit un titre qui fait de lui un asso-
cié. (R.P. Dalloz, v° Société n° 4592 et s.)

Ce n'est pas ce qu'envisage l'auteur de la sugges-
tion.

L'opération proposée se rapproche, au point de vue
juridique, du compte en banque.

Or, aux termes des textes organiques qui l'ont instituée la S.N.C.F. est essentiellement une société d'exploitation et de construction de chemins de fer, à qui l'autorisation du Ministre des Travaux Publics et du Ministre des Finances est nécessaire même pour prendre des participations à des opérations se rattachent à l'objet ci-dessus. Il est bien évident que l'institution d'un compte de dépôt permettant au personnel de participer à la trésorerie de la S.N.C.F. ne saurait rentrer dans la catégorie des opérations afférentes à la concession et à l'exploitation de chemins de fer.

Dans la circonstance, il pourrait donc nous être reproché de concurrencer illégalement les entreprises bancaires.

En résumé, la suggestion d'agent dont vous me soumettez l'analyse, soulève des difficultés d'ordre juridique qui s'opposeraient^à sa réalisation.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

Signé : Aurenge

Vu

7

M - le Directeur,

Par votre lettre F2AG n° 986 du

11 août, vous m'avez transmis l'analyse d'une suggestion qui vous a été soumise par un agent, en vue d'encourager la participation du personnel au fond obligatoire de la S.N.C.F. au moyen de la création d'obligations dites "d'agents", dont ~~l'~~ l'achat ~~serait~~ serait facilité par un système de "carnet de crédit" alimenté par des versements volontaires effectués lors de chaque paiement de salaires.

Vous m'avez demandé s'il n'y avait pas d'objection juridique à la réalisation de ce projet tendant à l'institution de comptes de dépôt productifs d'intérêts devant aboutir, suivant les termes de votre lettre, à la création d'une véritable Caisse d'épargne.

Tout d'abord, il ne peut être question de créer une caisse d'épargne ~~et ce, parce qu'un~~ ~~pareil organisme a essentiellement le caractère~~

~~établissements~~
de "caisse publique" qui doit être autorisée par décret
rendu dans la forme des règlements d'administration
publique. Une des conditions de l'autorisation est
"l'absence, dans la commune, d'une caisse d'épargne
ordinaire ou d'une succursale relevant d'une autre
caisse" (V. R.P. Dally - V^e Caisse d'épargne, n^o 7, loi
du 20 Juillet 1895, art. 22). Or, d'après la suggestion,
la caisse serait de caractère strictement privé (elle
n'intéresse que le personnel de Rodeaux) et l'existence
de caisses d'épargne ^{déjà existantes} dans les grands centres serait un
obstacle certain à l'autorisation administrative.

Enfin, une limite est fixée par la loi au taux
d'intérêt payé par ce genre de caisses aux déposants -
(l. 20 Juillet 1895, art. 8 § 5).

x
x x

Comme le fait observer l'auteur de
la suggestion, certaines entreprises intéressent leur
personnel à leur "avance financière".

Une loi du 26 Avril 1917 a consacré un système
adopté par plusieurs ~~usines~~ établissements, suivant
lequel le patron qui veut faire participer son
personnel aux bénéfices de son entreprise, ouvre
à chacun de ses ouvriers ou employés, pourvu qu'il

justifié d'un minimum d'ancienneté, un compte individuel, et lorsque les sommes souscrites à ce compte atteignent la valeur de l'action, l'ayant-droit reçoit un titre qui fait de lui un associé.

(R. P. Dalloz, v. SOCIÉTÉ n° 4592 et s.)

Cette loi a ainsi complété celle du 24 Juillet 1867 :

" art. 72 - Il peut être stipulé dans les statuts de toute
" société anonyme que la société sera " à participa-
" tion ouvrière "

Cela peut se faire par modification aux statuts adoptée au cours d'une assemblée générale avec la présence d'un nombre déterminé d'actionnaires (pp 2, 3 et 4 de l'art. 31 de la loi du 24 Juillet 1867, modifiée par la loi du 22 novembre 1913)

Et l'article 73 de la loi de 1867 prévoit la création d' "actions de travail", qui, aux termes de l'article 74 du même texte "sont la propriété collective du personnel salarié constitué en société commerciale coopérative de main d'œuvre... En aucun cas, précise le dit article, in fine, les actions de travail ne pourront être attribuées individuellement aux salariés de la société, membres de la coopérative de main d'œuvre"

Or la suggestion envisagée diffère de la participation régie par la loi du 26 Avril 1917 :

- pour l'auteur du projet, cette participation pourrait être réalisée par versement "au fonds obligatoire" de la S.N.C.F. Tandis que la loi s'attache à la réalisation d'une véritable association dans la propriété des parts sociales. (il s'agit d' "actions");

- de plus, d'après la loi, ces parts ne sont pas attribuées à des individus mais à un groupement, une "société commerciale coopérative, alors que, selon le projet, les

obligations dites "d'agents" auraient un caractère plus individuel.

C'est parce qu'en ~~embarrassant~~ l'auteur de la suggestion, l'opération proposée se rapproche, au point de vue juridique, du compte en banque (non point du compte courant qui implique nécessairement la réciprocité de "remises", c'est à dire de versements que chaque partie fait entre les mains de l'autre, qui se traduit par un solde créditeur ou débiteur), mais bien du contrat dit "dépot irrégulier", qui, en droit, participe du prêt et du dépot (R. P. Dalloz, v. Dépot, n. 12).

Si la S.N.C.F. était un particulier quelconque, il n'y aurait aucun obstacle juridique au système proposé.

Mais, pourrait-on créer des obligations "d'agents" en raison des règles strictement imposées à notre Société par la Convention du 31 août 1937, approuvée par décret de la même date, qui prévoit l'intervention du ministre des Finances pour la fixation des types d'obligations ou de bons (art. 26, 28 et 43)?

De plus, aux termes des textes organiques qui l'ont instituée, la S.N.C.F. est essentiellement une Société d'exploitation et de construction de chemins de fer, à qui l'autorisation du Ministre de Travaux Publics et du Ministre des Finances est nécessaire même pour prendre des participations à des opérations se rattachant à l'objet ci-dessus. Il est bien évident que la création de obligations "d'agents" et l'institution d'un compte de dépot permettant au personnel de participer à la

Trésorerie de la S.N.C.F. ne sauraient rentrer dans
la catégorie de ~~travaux d'entretien de~~ ^{opérations affectées à} la concession
et ~~de~~ l'exploitation de chemins de fer.

Dans la circonstance, il pourrait ^{donc} nous être reproché
de concurrencer ^{illégalement} les entreprises bancaires, alors
surtout que l'intérêt prévu serait d'un taux
supérieur à celui de la Caisse nationale d'épargne.

En résumé, la suggestion d'agent dont nous
vous soumettez l'analyse, soulève des difficultés
d'ordre ^{juridique} ~~administratif~~ qui, pour les motifs sus-énoncés,
s'opposeraient à sa réalisation.

Le Chef du Contentieux :

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

SERVICES FINANCIERS

17, Rue de Londres

Paris, le 11 AOÛT 1939 19
Tél. Trinité 73-00

F² AG n° 986

M. Dollmann
16-8-39



Monsieur le Chef du Service du Contentieux

J'ai l'honneur de vous transmettre, ci-joint, copie d'une suggestion faite par un agent tendant à l'institution de comptes de dépôts rapportant intérêts et ouverts au personnel : il s'agirait de la création d'une véritable caisse d'épargne, institution qui serait intéressante, dit l'auteur de la suggestion, à la fois pour les agents - qui bénéficieraient d'un taux supérieur au taux de la Caisse Nationale d'épargne - et pour la Société Nationale, qui y trouverait des facilités pour sa trésorerie.

Afin de faire de cette question une étude aussi approfondie que possible, je vous serais reconnaissant de bien vouloir me faire savoir si ce projet ne soulève pas d'objections d'ordre juridique, et me faire connaître, le cas échéant, les formalités qu'il conviendrait d'accomplir s'il était décidé de donner suite à la suggestion qui nous a été faite.

Le Directeur des Services Financiers

EXTRAIT de la SUGGESTION n° OB 121.

L'Ordre Général n° 8 du 23 mai 1938, invite les agents en activité ou en retraite à collaborer au succès des émissions d'obligations de chemin de fer en cours ou à émettre, et leur accorde en retour une ristourne pour l'activité déployée.

Or, Monsieur le Directeur Général, vous ne devez pas l'ignorer, des Maisons de commerce ou firmes industrielles intéressent leur personnel sous une forme peut-être plus tangible à leur aisance financière en lui permettant de participer par des versements mensuels à leur fond obligataire.

Cette façon d'opérer, en dehors des banques ou de tout intermédiaire à rétribuer, à titre souvent onéreux, ne présente que des avantages pour les parties contractantes.

Y aurait-il, je ne le crois pas, un empêchement pour la S.N.C.F. à créer des obligations dites d'"agents" au moyen de carnets de crédit délivrés sur leur demande aux intéressés et sur lesquels, lors de la paye, ceux-ci indiqueraient la somme qu'ils confieraient à la S.N.C.F. ?

A ces capitaux, il serait servi un intérêt supérieur à celui consenti par les Caisses d'épargne ou les organes de capitalisation. Le succès de cette innovation ne fait pas l'ombre d'un doute.

L'application de cette mesure ne sera réellement intéressante que si elle n'entraîne pas la création de nouveaux emplois et je me permets de vous exposer comment pourrait être, par exemple, la teneur des instructions :

a) la S.N.C.F. informe ses agents qu'il est créé à leur usage un carnet de crédit, leur permettant de prêter à l'Administration une partie de leurs émoluments dans les conditions faisant l'objet des paragraphes b et c;

b) les agents des échelles 1 à 10 pourront effectuer des versements par unités de 50 francs.

c).....

a) les agents des échelles 11 et au-dessus pourront effectuer des versements par unités de 100 francs.

(ceci dans le but de faciliter les opérations comptables).

d) chaque carnet comportera sur la couverture un numéro matricule, les nom, prénoms et grade de l'intéressé.

Plusieurs lignes seront réservées pour l'indication des résidences successives possibles de l'agent.

Un emplacement sera également réservé sur cette couverture pour la signature de l'agent supérieur comptable de la S.N.C.F. et celle du titulaire.

e) les 2° et 3° pages affectées : l'une au crédit et aux versements, l'autre aux remboursements qui pourraient être sollicités, seraient conformes au modèle ci-joint;

f) il est entendu que les versements devront être effectués entre le 1er et le 5 de chaque mois et qu'ils prendront effet à la date du 5;

g) la S.N.C.F. s'engage à rembourser dans les 48 heures qui suivront la réception de la demande, tout ou partie des sommes inscrites au crédit du titulaire.

Il est convenu que, quelle que soit la date à laquelle cette demande aura été déposée, le remboursement prendra effet comptable du 5 du mois en cours.

h) un 2e carnet, identique au premier et portant les mêmes indications, sera la propriété de la S.N.C.F. Ce carnet sera conservé par l'organisme financier de la S.N.C.F. qui, le 25 de chaque mois, l'adressera au centre de l'intéressé. Ce centre local, le 6 du mois suivant, le retournera au centre financier accompagné du montant des fonds versés;

i) dans le cas de grande aisance dans la trésorerie, les versements des agents pourraient être, ou limités, ou suspendus. Les agents en seraient alors avisés par avance.

Paris, le 23 mai 1938.

F

Col.

Nm.
61

CONCOURS DU PERSONNEL
A L'ÉMISSION DES TITRES DES RÉSEAUX

En période d'émission de titres des Réseaux, les souscriptions sont reçues aux guichets de la S. N. C. F. (Services Financiers et gares) ainsi qu'aux guichets des Compagnies émettrices.

Des Notes Générales feront connaître les caractéristiques des titres émis et les prix d'émission, ainsi que tous changements dans les conditions de l'émission.

D'une façon générale, l'émission, à un moment quelconque, portera sur des titres de mêmes types et de caractéristiques identiques, émanant de chacun des Réseaux émetteurs : Administrations des Chemins de fer d'Alsace et de Lorraine, de l'État, Compagnies de Chemins de fer de l'Est, du Midi, du Nord, du P.L.M. et du P.O.

Étant donné l'intérêt qui s'attache pour la S.N.C.F., à assurer le succès des émissions d'obligations faites à ses guichets, qui s'adressent à une clientèle dont les placements revêtent un caractère particulièrement stable, les agents de tous grades de la S.N.C.F. sont invités à concourir, dans toute la mesure du possible, au placement des titres.

Dans cet esprit, le Comité de Direction a arrêté les conditions d'attribution d'une commission dont pourra bénéficier le personnel de la S.N.C.F., en activité ou en retraite, soit pour ses souscriptions propres, soit pour celles qu'il aura provoquées.

Ces conditions sont les suivantes :

Une commission égale à 5 francs par 1.000 francs de nominal est attribuée :

1° à l'agent de grade quelconque en service ou au titulaire d'une pension de retraite servie par la S.N.C.F., souscrivant pour son compte personnel ;

2° à l'agent de grade quelconque en service — à l'exception des agents des gares chargés de la vente des titres — ou au titulaire d'une pension de retraite servie par la S.N.C.F. qui, **par des démarches personnelles en dehors des bureaux**, aura provoqué une souscription émanant d'une personne autre qu'un agent ou un retraité.

3° pour les souscriptions reçues au guichet d'une gare et ne donnant pas lieu à la commission en vertu des paragraphes 1 et 2 ci-dessus :

— en totalité au chef de gare recueillant une souscription dans les gares où les opérations de titres sont effectuées par lui.

— à raison des 4/5 à l'agent de la gare préposé à la vente et de 1/5 au chef de gare dans le cas contraire.

La commission ne peut être attribuée qu'à défaut de toute autre commission versée à un intermédiaire ou assimilé.

Le Directeur Général,

R. LE BESNERAIS.